



**Instruction relative à la mise en œuvre des séjours de cohésion
du Service national universel
en 2024-2025**

La ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse

à

**Mesdames et messieurs les recteurs de région académique,
Mesdames et Messieurs les recteurs d'académie,
Madame et Messieurs les vice-recteurs**

copie à

**Mesdames et messieurs les préfets de région,
Mesdames et messieurs les préfets de département,
Mesdames et messieurs les hauts-commissaires de la République,
Mesdames et Messieurs les directeurs académiques des services de l'éducation
nationale,
Mesdames et Messieurs les secrétaires généraux de région académique,
Mesdames et Messieurs les secrétaires généraux d'académie,
Mesdames et Messieurs les délégués régionaux académiques à la jeunesse, à
l'engagement et aux sports
Madame la directrice générale de la cohésion et des populations de Guyane
Mesdames et messieurs les conseillers du directeur académique des services de
l'éducation nationale, chefs du service départemental à la jeunesse, à l'engagement et
aux sports
Mesdames et messieurs les référents académiques du SNU**

Référence	DGSNU		
Date de signature			
Emetteur	MENJ-DGSNU		
Commande	Consignes d'action		
Action(s) à réaliser	La présente instruction vise à définir les premiers éléments de cadrage de la mise en œuvre du service national universel (SNU) sur l'année scolaire 2024-2025.		
Echéance(s)	Année scolaire 2024-2025		
Contacts utiles	svp.snu@snu.gouv.fr		
Nombre de pages et d'annexes	15 pages et 7 annexes		
Visa SGMENJS MESRI	Le 2 juillet 2024	Visa Comex JES	Le 2 juillet 2024

Ancré dans le parcours citoyen de l'élève, le Service National Universel (SNU) constitue une opportunité pour la jeunesse de renforcer et valoriser son attachement aux valeurs de la République et sa volonté de servir l'intérêt général. Le SNU, avec les stages de cohésion et les missions d'intérêt général, offre des opportunités de faire des liens entre l'apprentissage de la citoyenneté et la concrétisation d'un engagement durable au service de la collectivité. En développant chez les jeunes le sens des responsabilités individuelles et collectives, en leur faisant vivre au quotidien, il participe au développement d'un sentiment d'appartenance à la Nation et constitue une dimension importante de la culture civique.

Politique prioritaire du Gouvernement, la montée en charge du SNU nous engage collectivement.

L'année scolaire 2023/2024 a été l'occasion d'expérimenter des séjours de cohésion sur le temps scolaire, les classes et lycées engagés (CLE) adossés à un projet annuel portant sur l'engagement. Quatre « colorations » ont été proposées aux équipes pédagogiques et aux jeunes pour illustrer cette thématique de l'engagement avec une refonte des contenus pédagogiques ayant comme objectifs de renforcer le sentiment d'appartenance à la Nation, la capacité de résilience et la culture de l'engagement. La coloration JOP SPORT fait écho à l'aventure olympique et paralympique de la France en 2024 et à l'exigence de développer la pratique physique et sportive chez les jeunes.

Cette nouvelle année scolaire 2024/2025 sera l'occasion de consolider ces innovations sur la base des retours d'expérience et des évaluations de l'INJEP. Les impératifs d'anticipation et de déconcentration des opérations logistiques sont garantis, ils s'appliquent à la fixation des cibles de recrutement, aux choix des dates des séjours des CLE, aux modalités de gestion des centres pérennes. Parallèlement, la formation des encadrants se professionnalise pour proposer un parcours de formation et constituer une filière métier pérenne.

La place du SNU dans le temps scolaire s'affirme aujourd'hui dans les nouveaux programmes de l'EMC.

La présente instruction fixe le cadrage général des séjours qui évolue en 2024-2025.

Elle sera complétée dans les toutes prochaines semaines par une série d'instructions thématiques énoncées en annexe.

Les autres phases du SNU, toutes aussi importantes que les séjours, seront pour leur part déclinées dans une instruction distincte.

1 L'anticipation et la déconcentration des opérations logistiques

1.1 Les cibles

1.2 Les sessions 1.3 L'identification et la gestion des centres, le cadrage RH

1.4 Un nouveau marché pour la fourniture des tenues

1.5 Les transports

1.6 Une gestion budgétaire renouvelée dans un contexte de maîtrise des finances publiques

2 Les séjours CLE : renforcer leur inscription dans les programmes scolaires

2.1 Le calendrier

2.2 Les modalités d'inscriptions des élèves

2.3 L'animation et le lien avec les établissements

3 La qualité des séjours : une priorité

3.1 Les contenus et les activités

3.2 La formation des encadrants dont PPSM

3.3 Les stages d'observation

4 Les points d'attention

4.1 L'atteinte des objectifs : les recrutements, les stages d'observation, Pilote/PPG,

4.2 La refonte du règlement intérieur et le traitement des incidents

4.3 La communication institutionnelle

1. L'anticipation et la déconcentration des opérations logistiques

Pour mémoire, les publics éligibles pour les séjours hors temps scolaires sont les volontaires de nationalité française, filles et garçons, âgés d'au moins 15 ans et de moins de dix-huit ans à la date des séjours de cohésion. Les publics éligibles par session sont détaillés en annexe 1.

Pour les séjours de cohésion organisés dans le cadre du label Classes et lycées engagés (CLE), tous les élèves de la classe ont vocation à participer au séjour de cohésion. Le recteur de la région académique organisateur des séjours dispose de la faculté de ne pas autoriser certains publics.

1.1. Les cibles

Les cibles de recrutement pour l'année scolaire 2024-2025 qui vous ont déjà été adressées constituent une impérieuse obligation de résultat. Il vous appartient de pleinement animer le dispositif visant à promouvoir le SNU et d'en assurer la coordination opérationnelle, à tous les échelons et dans toutes les composantes placées sous votre autorité. Je sais pouvoir compter sur votre mobilisation sans faille, tant pour susciter l'intérêt des jeunes que celui de la communauté éducative et de l'ensemble des services placés sous votre autorité. Avec l'élargissement du dispositif, il convient de vous donner toute latitude pour ajuster les cibles aux contraintes territoriales. Ainsi, les cibles de recrutement qui vous ont été notifiées font place à plus de souplesse en vous permettant :

En 2024 : de répartir vous-mêmes les cibles départementales des CLE ;

En 2025 : de définir vous-mêmes toutes les cibles départementales, CLE comme HTS.

Leur répartition devra notamment permettre une représentation significative des quartiers prioritaires de la ville et des élèves en lycée professionnel, qui constituent deux indicateurs de la PPG.

Il est rappelé que les cibles du second semestre 2024 ne sont pas fongibles avec celles de la part 2025 de l'année scolaire.

La répartition des cibles par session est également laissée à votre main, dans une limite définie dans la notification qui vous a été adressée, en raison principalement de contingences de transport. Cette répartition appelle une concertation avec les acteurs aux différents échelons de responsabilité concernés.

L'expérience des séjours passés nous enseigne qu'un des leviers de facilitation des opérations d'affectation et de transport des jeunes volontaires réside dans le strict respect du calendrier, aussi j'appelle votre vigilance sur les quelques dates clefs ci-dessous :

Les séjours CLE :

- 10 juillet : communication à la DGSNU des dates de séjours CLE pour la totalité de l'année scolaire (cf. calendrier en annexe 2) ;
- 28 août : information des chefs d'établissement par les chefs de projets départementaux des dates de séjour CLE, leur permettant ainsi d'ajuster les emplois du temps des classes CLE. Remontée des cibles départementales pour les séjours CLE du premier semestre 2025 ;
- 30 septembre : remontée des effectifs réels par séjour sur la totalité de l'année scolaire.

Les séjours HTS premier semestre 2025 :

- 10 septembre : remontée des cibles départementales ;
- Les semaines de l'engagement doivent être le moment d'une grande campagne d'information et de mobilisation pour les inscriptions en séjours de cohésion hors temps scolaire.

1.2. Les sessions

Les sessions HTS sont conditionnées par le calendrier des vacances scolaires qui vous est applicable, les sessions CLE doivent obligatoirement se tenir sur temps scolaire.

Tous les séjours, CLE comme HTS, connaîtront des départs désormais un lundi et des retours un vendredi (sauf pour les lundis de Pâques et de Pentecôte, départ le mardi et sauf pour les séjours de juillet : départ le vendredi et retour le mardi).

Enfin, pour tenir compte de la tension sur le bâti disponible en Ile-de-France, les jeunes franciliens seront accueillis en dehors de leur région d'origine pour les séjours HTS 2024 et à raison des deux tiers pour le premier semestre 2025. Quant aux séjours CLE en Ile-de-France, ils seront limités aux sessions de 2025 et réalisés au sein de la région académique.

Un dialogue est donc indispensable entre les autorités académiques franciliennes et leurs homologues des régions d'accueil afin de calibrer la répartition par sessions des volontaires franciliens en fonction des capacités d'accueil hors Ile-de-France.

1.3. L'identification et la gestion des centres, le cadrage RH

Par la notification anticipée des cibles sur l'année scolaire entière, vous avez la visibilité pour passer des marchés couvrant une période plus importante et rationaliser les tâches de passation de ces marchés. Ainsi, vous favoriserez la mutualisation des lots et l'engagement des prestataires sur un maximum de séjours en vous appuyant sur les cadres de CCTP et de BPU existants.

La visibilité également accrue pour les soumissionnaires potentiels doit vous permettre d'ajuster les coûts au plus près des réalités, dans un contexte budgétaire que vous savez particulièrement contraint. A ce titre, les services de la DGSNU vous transmettront quelques données régionales recueillies en dialogue de gestion vous permettant d'identifier, le cas échéant, une marge de négociation. La taille des centres

et les taux d'encadrement sont maintenus dans les mêmes modalités que l'année précédente (cf.annexe 3).

L'actualisation de l'instruction RH du 6 décembre 2023 vous sera adressée à la rentrée.

Dans le cadre de l'identification de centres pérennes, vous avez été destinataires de l'inventaire des centres connus par la DGSNU, établi à partir des remontées des préfets interrogés, des propositions de certaines associations de l'Education Populaire, et des collectivités locales. Vous travaillerez avec les services de la DGSNU pour la fiabilisation de cette cartographie.

1.4. Un nouveau marché pour la fourniture des tenues

Le port d'une tenue pendant le séjour a été acté dès l'expérimentation. Il est accueilli très favorablement par les jeunes volontaires et répond à l'objectif de construire la cohésion du groupe pendant le séjour. La montée en charge du dispositif devrait engendrer néanmoins des ajustements de gestion.

Le marché avec la société Marck&Balsan se terminant fin juin 2024, le nouveau marché innovera sur la gestion des stocks grâce à une plateforme dématérialisée, partagée entre le prestataire, les services déconcentrés et les centres de séjour de cohésion. Ce nouvel outil optimisera et allégera les opérations de livraisons et de réassorts et ce dès les séjours du second semestre 2024.

Par ailleurs, le trousseau sera redéfini à partir de janvier 2025. A ce titre, il est impératif d'avoir une vision exhaustive des stocks existants dans les territoires. En conséquence, il vous est demandé de remonter systématiquement, à chaque fin de séjour, les inventaires précis des effets remontés usagers, des effets remontés neufs et des effets en stocks conservés au niveau départemental. Les documents relatifs aux inventaires et les procédures sont disponibles sur Osmose.

Une comptabilité stricte en matière de gestion des stocks vestimentaires comme pour l'ensemble des matériels est impérative.

1.5. Les transports

S'agissant des outre-mer, les volontaires effectuent leur séjour de cohésion dans leur territoire d'origine. Les opérations logistiques d'organisation des déplacements des jeunes sont du ressort de la collectivité.

En métropole, les mobilités sont infrarégionales, sauf cas particulier. Les opérations logistiques d'organisation des déplacements des jeunes seront préparées au niveau régional en concertation avec les services départementaux. Le pôle mobilité de la DGSNU accompagnera et validera vos répartitions dans la construction des plans de transports.

Cette année a démontré que les schémas de répartition figés et transmis dans le respect des calendriers permettent la consolidation des plans de transport. Ainsi, il vous est demandé de veiller au respect du calendrier de remontée de vos schémas de répartitions des effectifs cibles sécurisés ainsi que de garantir la fiabilité des éléments constitutifs des plans de transports que sont : les Points de Rassemblement (PDR), les lieux des centres et leur capacité d'accueil.

Cette année, le prestataire Travel Planet a su répondre aux multiples demandes de modifications faites sur les plans de transports afin de sécuriser les lignes. Par ailleurs, le prestataire a organisé une répartition de ses personnels afin que chaque région puisse avoir un interlocuteur privilégié.

Le prestataire est reconduit pour cette année scolaire 2024/2025 dans les mêmes conditions. Vous recevrez les coordonnées de vos référents identifiés par notre prestataire afin de répondre à vos sollicitations sur les déplacements lors des séjours de cohésion.

Tout en respectant le principe d'une mobilité extradépartementale, une vigilance particulière est à observer quant à l'équilibre des distances parcourues. Les modalités d'accès aux outils de la plateforme et du prestataire de transport vous seront précisées prochainement.

Il vous est demandé de remonter un schéma de répartition global consolidé pour le 18 octobre 2024.

1.6 une gestion budgétaire renouvelée dans un contexte de maîtrise des finances publiques

Les principes de la gestion budgétaire des séjours de l'année scolaire 2024-2025 figurent en annexe de la présente instruction générale (cf. annexe 4).

Ce cadrage budgétaire a été calculé sur la base d'un coût moyen de fonctionnement des centres au titre de l'hébergement/restauration/ activités, qui vous est notifié à l'issue des dialogues de gestion au titre du 2nd semestre 2024 et du 1^{er} semestre 2025.

A ce montant s'ajoute une notification complémentaire au titre de l'encadrement, en fonction du taux régional de délégation globale.

Le calendrier des dialogues de gestion a été défini comme suit :

- Du 18 juin au 9 juillet 2024 pour le 2nd semestre 2024 ;
- En octobre-novembre pour le 1^{er} semestre 2025.

En amont de ces dialogues de gestion, des restitutions en terme de crédits et de suivi des ETPT, vous seront systématiquement demandées.

2. Les séjours CLE : renforcer leur inscription dans les programmes scolaires

Expérimenté dès février 2024, le dispositif CLE a fait l'objet d'une première évaluation par l'INJEP confirmant l'atteinte des objectifs quantitatifs avec une meilleure représentation des élèves issus de lycée professionnel et de QPV par rapport aux séjours HTS. Avec un taux de « satisfait » de 88% (contre 96% en HTS), l'INJEP pointe des axes d'amélioration notamment pour mieux articuler le projet pédagogique avec le séjour. Il s'agit d'une dimension primordiale pour garantir l'adhésion des jeunes, leur motivation et le bon déroulement des séjours.

Aussi, vous veillerez à la mise en œuvre des actions suivantes pour assurer la réussite du dispositif :

- faire connaître le dispositif aux cadres et aux enseignants ;
- améliorer la communication et la coordination entre les niveaux régional (coordonnateurs régionaux relevant de la DRAJES et de la RRA) et départemental (chefs de projets SNU relevant du SDJES et de la DSDEN) ;
- assurer la désignation du référent académique et veiller à sa mobilisation tout au long de l'année scolaire ;

- maintenir le lien étroit entre établissements scolaires, services académiques et services engagement, jeunesse et sports départementaux et régionaux ;
- garantir l'implication des enseignants porteurs de projet en amont du séjour afin de préparer le départ des classes en séjour de cohésion et lutter contre les désistements tout comme pendant le séjour (les retours d'expérience des enseignants ayant participé aux « 3 jours de colorations » sont tous très positifs) ;

J'attire également votre attention sur les éléments nouveaux suivants :

- Un seuil à 15 élèves minimum par classe engagée a été fixé dans le nouvel AAP (sauf projets particuliers ou groupes à effectif réduit) ;
- Le label « lycée engagé » est accordé automatiquement à tout établissement scolaire à partir de deux « classes engagées » ;
- Les établissements scolaires ont fait remonter leurs choix calendaires pour le positionnement du séjour de cohésion de leur(s) classe(s) ;
- Les établissements d'enseignement professionnel ont pu indiquer les dates de leurs périodes de formation en milieu professionnel (PFMP) si celles-ci sont d'ores et déjà connues.

2.1 le calendrier

Action	Échéance	Responsable(s) opérationnel(s)
Campagne de labellisation CLE	Au fil de l'eau et jusqu'au 09/07/2024	Comités académiques de labellisation
Communication des résultats et des dates de séjours CLE à la DGSNU	10/07/2024	DRAJES
Communication de la date de réalisation du séjour de cohésion CLE 24-25 aux établissements	Avant le 28 août 2024	Chef de projet départemental (SDJES), en lien avec le référent académique
Organisation d'un webinaire d'information et d'échanges à destination des chefs d'établissement, des référents académiques, des référents régionaux et départementaux	Fin août 2024	DGSNU - DGESCO et start up engagement (SUE)
Modélisation du schéma de répartition pour les deux séjours CLE 24	30 août et 6 septembre	DGSNU et start up engagement
Confirmation par les établissements, via la plateforme, des effectifs attendus par séjour CLE 24 et CLE 25 Transmission des noms des référents engagement des établissements et des référents de classe	du 24 au 30 septembre 2024	Chefs d'établissement
Modélisation du schéma de répartition CLE 25	18 octobre	DGSNU et start up engagement

2.2 les modalités d'inscription

La plateforme SNU constitue l'outil de gestion des inscriptions des volontaires à titre individuel ou des élèves relevant des classes engagées.

Les modalités d'inscription des premiers demeurent inchangées et les équipes chargées du SNU placées sous votre autorité assurent le suivi de cette phase. L'inscription des classes et lycées engagés est réalisée automatiquement à partir des résultats de la labellisation communiquée le 10 juillet. Les chefs d'établissements recevront un message leur demandant de valider, entre le 15 juillet et le 28 août, les informations ainsi recueillies sur la plateforme SNU (tout particulièrement le nombre de classes, les effectifs prévisionnels, les noms et coordonnées électroniques des référents des classes).

L'inscription des élèves en classe engagée sur la plateforme SNU sera organisée par l'établissement scolaire selon un mode opératoire qui sera communiqué au chef d'établissement à l'issue du processus de labellisation, au moment de l'envoi des identifiants de connexion à la plateforme SNU.

2.3 l'animation et le lien avec les établissements

Le rôle de chaque partie prenante du label classes et lycées engagés est décrit dans le guide pratique publié sur Eduscol. <https://eduscol.education.fr/3912/classes-et-lycees-engages#GuidePratiqueCLE>

Vous veillerez à ce que la dynamique créée à l'occasion des comités de labellisation nourrisse tout au long de l'année scolaire le dialogue entre les différents échelons à la fois pour les étapes de planification des séjours, de coordination avec les établissements et de préparation des séjours eux-mêmes. Nombre de dysfonctionnements relevés dans les RETEX sont identifiés comme la résultante d'un dialogue trop restreint entre les différents services.

Aussi, votre attention est appelée sur la nécessaire coordination des services placés sous votre autorité, dans toutes leurs composantes, les séjours CLE impliquant nécessairement un lien constant avec les établissements tant dans la préparation du séjour que pour son suivi. Sur ce dernier point, il vous appartient en cas d'incident, et particulièrement lors du rapatriement d'un groupe ou d'un jeune, de veiller à ce que les DASEN et chefs d'établissements concernés soient bien informés et de vous concerter sur l'information à donner aux familles.

Vous vous assurerez également que les éléments ayant conduit à une sanction ou exclusion d'un élève d'un séjour CLE soient bien portés à la connaissance du chef d'établissement concerné.

3 La qualité des séjours : une priorité

3.1 les contenus et les activités

Le programme du séjour de cohésion s'articule autour d'un « tronc commun » de contenus et d'une « coloration » qui s'appuie sur les ressources et partenariats locaux. Ayant déjà fait l'objet d'un format plus synthétique, il s'accompagne aujourd'hui de plusieurs guides pratiques de mise en œuvre.

Les formats des séjours sont identiques qu'ils se déroulent en temps scolaire ou non. Les jeunes abordent l'ensemble des thèmes transversaux, des modules nationaux et l'une des 4 colorations : Défense et mémoire, Sports et Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP), Environnement, Résilience et prévention des risques.

Les activités proposées dans le cadre du séjour de cohésion font directement écho aux contenus de l'enseignement moral et civique (EMC) récemment revus et plus globalement à l'éducation à la citoyenneté. Ils inscrivent pleinement le SNU dans le parcours scolaire et citoyen.

Ces activités sont accompagnées par des fiches techniques et pédagogiques, mises à jour régulièrement sur la page eduscol dédiée (<https://eduscol.education.fr/3912/classes-et-lycees-engages>). Les activités du tronc commun sont structurées autour de thèmes transversaux et de modules nationaux conçus en « blocs » dont certains en format « journée » tels que la journée défense et mémoire, la journée de sécurité intérieure ou le PSC1.

Le module « Valeurs de la République » sera enrichi d'une nouvelle activité de prévention de la radicalisation et de lutte contre le séparatisme élaboré conjointement avec le SG CIPDR et la DGESCO. Expérimentée depuis juin 2024, cette activité a vocation à être généralisée à la rentrée scolaire 2025.

De plus, chaque jeune volontaire bénéficie des enseignements de l'une des quatre colorations. Ces trois journées offrent plus particulièrement l'occasion de mettre en œuvre une démarche de projet, de valoriser les ressources et les partenariats locaux (à travers des visites et des rencontres), de découvrir des formes concrètes d'engagement associatif ou institutionnel, individuel ou collectif, afin de donner envie aux jeunes de s'engager sur une mission d'intérêt général. Elles leur donnent des possibilités d'actions et de rencontres hors des espaces scolaires.

Elles offrent également la possibilité aux référents de classe d'être présents, durant ces trois jours, dans le cadre des CLE, renforçant ainsi la continuité pédagogique au sein du projet de la classe.

3.2 la formation des encadrants

La formation des cadres constitue un gage de réussite des séjours de cohésion. Elle accompagne et s'adapte à la montée en charge des CLE. Pour cela, vous veillerez à ce qu'elle prenne appui sur l'ensemble des équipes de formateurs académiques (DRAJES, SDJES, EAFC, CREPS) et des partenariats avec les grands opérateurs associatifs et des corps en uniforme.

S'appuyant sur la richesse de cette culture croisée entre les corps en uniforme, l'Éducation nationale et l'éducation populaire, cette formation vise à délivrer au personnel encadrant des séjours de cohésion, les contenus nécessaires pour leur permettre de remplir leur mission dans un environnement innovant et respectueux des valeurs de la République.

Sept objectifs principaux seront poursuivis :

- Faire connaître le SNU, ses objectifs, ses enjeux et les modalités de mise en œuvre ;
- Développer les connaissances et compétences requises pour la réalisation du projet pédagogique ;
- Apporter les fondements éthique et déontologiques de l'exercice professionnel en séjour de cohésion ;
- Garantir un encadrement de qualité respectueux de la sécurité physique et psychique des jeunes ;
- Répondre aux besoins des participants en s'appuyant sur leurs expériences ;
- Renforcer la cohésion au sein des équipes autour d'une culture de l'encadrement commune ;
- Outiller les cadres sur des problématiques auxquelles sont confrontés les jeunes volontaires (prévention du harcèlement, principes de laïcité et valeurs de la République, prévention de la radicalisation, des discriminations et égalité filles-garçons).

La formation des encadrants se déploie selon un schéma national, garant de la cohérence, tout en laissant une latitude aux initiatives des équipes projet en région académique.

Pour les chefs de centre et les adjoints

L'expérimentation d'une formation nationale conçue et mise en œuvre avec l'IH2EF sera élargie, pour l'année scolaire 2024-2025. Il vous reviendra de désigner les 80 personnels amenés à diriger plusieurs séjours.

Elle sera composée de deux semaines en présentiel à l'IH2EF et d'activités en ligne :

- Semaine 1: du 9 au 13/12/24 ;
- Semaine 2 : du 6 au 10/01/25.

Pour les autres chefs de centre et adjoints, une formation nationale en ligne sera proposée tout au long de l'année en complément de la formation organisée au niveau régional : 16 janvier 2025 ; 23 mars 2025 ; 15 mai 2025.

Les coordonnateurs régionaux veilleront à organiser au moins un temps (ou deux en fonction de l'ancienneté des personnels) de regroupement et de partage au niveau régional à l'attention des chefs de centre. Ces temps, organisés sous l'autorité du recteur de région académique, comprennent au moins :

- une séquence qui permet de s'assurer de la bonne compréhension des objectifs et de la diffusion de la stratégie de mise en œuvre régionale ;
- une séquence destinée au partage des travaux effectués par les départements et à préparer la formation des équipes et l'accueil des volontaires.

Les coordinateurs régionaux s'assureront de l'organisation de temps de partage et de débat, afin d'encourager la prise de parole, les propositions et les échanges de bonnes pratiques. Ces journées pourront être animées par des fonctionnaires spécialisés dans les politiques d'éducation et de jeunesse.

Pour les encadrants de proximité (cadres de compagnie, cadres spécialisés et tuteurs de maisonnée)

- L'ensemble des personnels bénéficiera avant le début des séjours d'une formation liée à leur mise en œuvre ;
- Des supports pédagogiques sont disponibles à cet effet via la plateforme de ressources en ligne.

La DGSNU travaille actuellement à la formalisation d'un cahier des charges, relatif aux différents parcours de formation pour les encadrants de proximité. Les objectifs de ces formations intègrent vos différentes remontées de besoins. Le parcours de formation reposera sur une différenciation entre des personnels recrutés avec ou sans diplômes (BAFA, Bac pro animation ou équivalences). Ces éléments vous seront communiqués dans une prochaine annexe.

Appel à manifestation d'intérêt : formation aux premiers secours en santé mentale (PSSM)

Depuis 2019, les différentes enquêtes conduites par l'INJEP, dans le cadre de l'évaluation nationale du SNU, ont mis en exergue des situations psychiques et sociales inquiétantes chez une partie des 15-17 ans, et, de manière générale, un mal-être important que les encadrants sont amenés à repérer puis à gérer. En effet, le séjour de cohésion se révèle propice à la libération de la parole et à la détection de problématiques individuelles ou familiales (addictions, troubles du comportement, violence, sexisme, harcèlement, précarité, etc.).

Dans ce cadre, afin de garantir une posture et une réponse adaptées des encadrants, la DGSNU lance un appel à manifestation d'intérêt, pour l'organisation de formations aux premiers secours en santé mentale. Cette initiative vise à doter les équipes d'encadrement des compétences nécessaires pour reconnaître, soutenir et orienter les volontaires en détresse psychologique. Les modalités de candidatures vous seront prochainement communiquées.

4 Les points d'attention

4.1 l'atteinte des objectifs : les recrutements, les stages d'observation, l'application PILOTE et la PPG,

- **Les recrutements**

Une campagne de communication, dont les modalités vous seront précisées très prochainement, accompagne l'ouverture, le 8 juillet, des inscriptions sur le site www.snu.gouv.fr pour les sessions hors temps scolaire 2024.

Concernant les séjours de 2025, la campagne d'inscription sera lancée concomitamment aux semaines de l'engagement renforçant ainsi l'ancrage du SNU dans le parcours citoyen de l'élève.

La clôture de la période d'inscription pour chaque session interviendra environ 8 semaines avant le début du séjour de cohésion.

Le pilotage de cette phase de recrutement s'inscrit dans les travaux du comité de pilotage régional du SNU et vous permet d'associer les référents académiques ainsi que les réseaux de partenaires (réseau Information Jeunesse, missions locales, caisses d'allocations familiales, mutualité sociale agricole, etc.).

En vous appuyant sur les directeurs académiques et les équipes de direction des établissements et des structures de formation, vous mettez en œuvre une campagne d'information auprès des élèves éligibles, en vous assurant de la représentativité de l'ensemble de la classe d'âge. Les établissements s'appuient sur les volontaires des cohortes précédentes pour enrichir de leurs témoignages lors des séances d'information sur le SNU. Ce rôle d'« ambassadeur du SNU » peut donner lieu à la mise en place de missions d'intérêt général (MIG).

- **Les stages d'observation**

Les séjours de cohésion organisés pour les élèves de seconde GT inscrits à titre individuel en juin et juillet pourront valoir exemption du stage d'observation prévu par le décret du 29 novembre 2023. Les modalités de reconduction de ce dispositif seront précisées par la DGESCO. En outre, le séjour de juin, intervenant sur un temps réputé scolaire, ne sera ouvert qu'aux élèves de seconde GT.

- **L'application PILOTE et la PPG**

PILOTE est l'outil numérique de pilotage territorialisé des politiques prioritaires du Gouvernement (PPG). Commun à tous les acteurs de l'Etat et en open source, PILOTE permet de partager les objectifs et les résultats des chantiers prioritaires à la maille nationale et dans les territoires. Cet outil de suivi en temps réel permet d'ajuster les actions, d'organiser l'appui des administrations centrales vers les services déconcentrés et de rendre les arbitrages nécessaires pour garantir l'atteinte des objectifs de la feuille de route des politiques prioritaires.

Ainsi Pilote permet à l'administration centrale de :

- Rendre compte de l'exécution des politiques publiques ;
- Détecter facilement les territoires en difficulté et leur proposer un appui spécifique.

A cette fin, je vous demande de veiller à la complétude de PILOTE par les services départementaux et régionaux avec en point de vigilance les actions suivantes :

- Compléter le taux d'avancement et la météo relatifs à la réalisation effective des cibles ;
- Préciser les besoins d'accompagnement en mentionnant, le cas échéant, les freins et les leviers identifiés.

4.2 la refonte du règlement intérieur

- La refonte du règlement intérieur

Dans ce cadre et au regard des différentes évaluations et retours d'expériences, la DGSNU a effectué un travail de refonte du règlement intérieur (cf.annexe 5).

Le règlement intérieur s'articule autour de trois points : **la transmission et le respect des valeurs de la République, l'organisation de la vie commune et enfin la discipline et les sanctions.**

Les principes d'égalité, de neutralité et de laïcité doivent être strictement respectés par les cadres, les intervenants, les personnels comme par les volontaires.

Les cadres, les intervenants et le personnel veillent, dans l'ensemble de leurs actions et en toutes circonstances, à l'égalité de traitement des volontaires et de lutter contre toute forme de discrimination, harcèlement et outrages sexistes.

Toute infraction doit systématiquement être signalée au procureur de la République par le chef de centre conformément à l'article 40 du code de procédure pénale. De plus, le référent vie collective, en tant que référent harcèlement au sein du centre, mène des actions de prévention voire de suivi (repérage, écoute, orientation éventuelle des personnes, prise en charge des situations, etc.). Tout volontaire victime ou témoin de harcèlement peut alerter le référent vie collective.

En outre, il est impératif de faire respecter le principe de laïcité. L'ensemble des cadres, intervenants et des personnels mobilisés dans le cadre des séjours SNU exercent une mission de service public et sont donc soumis à l'obligation de stricte neutralité, en application de l'article 1er de la loi du 20 avril 2016. Les signes et manifestations d'appartenance religieuse des cadres, intervenants et personnels sont rigoureusement proscrits au sein du centre SNU, au cours des activités et dans toute mission relative au SNU. S'agissant des jeunes, le règlement intérieur, qui prévoit le port d'une tenue commune, leur interdit aux jeunes de porter tout signe ou tenue manifestant ostensiblement une appartenance religieuse au cours du séjour de cohésion.

Enfin, concernant l'application des sanctions disciplinaires, il vous appartient de vous reporter aux procédures relatives à la mise en place des conseils de discipline, procédures validées par la direction des affaires juridiques du ministère pour une harmonisation des pratiques et une sécurisation juridique des sanctions (annexe 6).

- La remontée des incidents

Pour chaque séjour (CLE ou HTS), la cellule de suivi des séjours de cohésion de la DGSNU est activée à partir du jour des départs jusqu'à la date de retour des jeunes volontaires.

La cellule de suivi des séjours de cohésion s'appuie ainsi sur différentes modalités de traitement mises en place aux échelons national et/ou déconcentrés, précisées par note du 7 février 2024, qui s'organisent comme suit : des remontées quotidiennes qui s'inscrivent dans le schéma de remontée des incidents existant au sein du ministère de l'éducation nationale, c'est-à-dire par le haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS), et au moyen de l'outil « signal-ACM » via la DJEPVA. Le rôle de chacun est défini par la note du 7 février précitée. Au niveau national, la cellule de suivi au sein de la DGSNU est active H24 et 7/7 pendant les séjours. Cette procédure est applicable tant pour tous les types de séjours. L'ensemble des incidents est traité de la même manière, qu'ils relèvent spécifiquement de la réglementation ACM ou bien des autres cas (harcèlement, atteintes à la laïcité, etc.).

Les incidents ou accidents pouvant donner lieu à une médiatisation importante font également l'objet d'une attention et d'un suivi tout particulier.

Votre attention est appelée ici encore sur l'indispensable coordination des services placés sous votre autorité, dans toutes leurs composantes, en particulier pour les séjours CLE où le lien avec les établissements est indispensable.

- Le traitement des incidents lors des séjours ou révélés à l'occasion des séjours

Enfin, les retours d'expérience démontrent, depuis 2019, que les séjours de cohésion constituent pour les jeunes volontaires qui y participent, des lieux marqués par un climat de confiance particulièrement propice à la libération de la parole. Des situations vécues d'agressions antérieures peuvent ainsi être révélées par les jeunes volontaires qui se confient à leurs encadrants, notamment à l'issue d'interventions centrées sur le harcèlement ou la prévention des discriminations ou des violences sexistes et sexuelles.

Ces révélations en cours de séjours SNU sont, en vertu de l'article 40 du Code de procédure pénale, systématiquement portées à la connaissance du Procureur de la République et un accompagnement est mis en place au cas par cas, en lien avec les cadres sanitaires, pour les jeunes victimes.

4.3 la communication institutionnelle

Afin de maintenir une cohérence dans la communication externe, je vous rappelle que le réseau des correspondants régionaux de la DELCOM, conseillers de recteurs, est le seul légitime à vous conseiller, notamment pour vos relations avec la presse régionale.

Ces correspondants peuvent également vous conseiller et vous accompagner lors de mise en ligne de documents de communication. A cet égard, j'appelle toutefois votre attention sur la nécessité de ne pas multiplier les vecteurs de communication. Il convient plutôt de privilégier :

- les renvois sur les pages « web » du ministère déjà consacrées à la thématique ;
- les documents « métier » que la DGSNU, en collaboration avec la DELCOM, met à votre disposition.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où vos services seraient sollicités par un organisme ou un partenaire pour une démarche de sponsoring, de parrainage ou de mécénat du

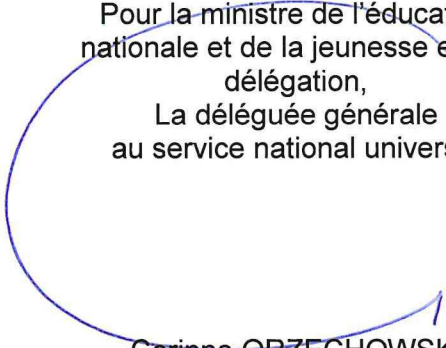
SNU, une collaboration est envisageable dans les conditions précisées par la note de la DAJ jointe en annexe 7.

La délégation générale au SNU (svp.snu@snu.gouv.fr) est à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de cette instruction. Une FAQ est mise en ligne et complétée régulièrement.

Fort de vos retours d'expérience et de l'évaluation de l'INJEP, nous avons apporté des améliorations sensibles au processus du SNU en portant nos efforts sur l'anticipation et l'automatisation des opérations logistiques, administratives pour alléger la charge administrative et être en capacité de supporter la montée en puissance du SNU.

Cette année, vous l'avez compris, l'objectif est de renforcer la formation des encadrants pour garantir la sécurité des jeunes volontaires, homogénéiser les contenus des activités et surtout constituer une filière métier attractive pour répondre à vos difficultés de recrutement.

Je sais compter sur votre mobilisation sans faille pour mener à bien cette politique prioritaire du gouvernement, et je vous assure de l'accompagnement de la DGSNU aux côtés de vos équipes régionales et départementales pour atteindre collectivement les cibles tant en HTS que CLE et porter ensemble les valeurs de la République et de l'engagement.



Pour la ministre de l'éducation
nationale et de la jeunesse et par
délégation,
La déléguée générale
au service national universel

Corinne ORZECOWSKI

Liste des instructions thématiques à venir

- Circulaire RH : à la parution du décret « fonctions »
- Formation des encadrants de proximité : 15 septembre 2024

ANNEXE 1 Rappel du public éligible pour les séjours hors temps scolaires

Séjours d'hiver et de printemps :

Tous les jeunes de plus de 15 ans et de moins de 18 ans sont éligibles.

Séjours de juin :

Parmi les jeunes scolarisés, les élèves de 2nde GT sont les seuls éligibles.

Séjour de juillet :

Tous les jeunes sont éligibles à l'exception des élèves de terminale GT et professionnelles.

Les élèves de première GT inscrits en juillet devront signaler au SDJES toute convocation éventuelle à une épreuve anticipée. Ils pourront être autorisés à rejoindre le séjour à une date ultérieure.

ANNEXE 2 : tableau des périodes séjours CLE et HTS par zone académique

Au-delà des périodes de vacances scolaires, ce tableau détaille les dates auxquelles un séjour de cohésion peut débuter selon votre zone. A ce titre, il affiche l'impossibilité de positionner le départ d'un séjour CLE sur la semaine précédant les vacances scolaires puisque les séjours CLE doivent intégralement se réaliser sur le temps scolaire. Ce calendrier est intégré à la plateforme SNU pour l'inscription des classes CLE.

N°	Dates possibles des séjours CLE 2025	Zone A	Zone B	Zone C et Corse
1	Du 20 au 31/01/2025			
2	Du 27/01 au 7/02/2025			
3	Du 3 au 14/02/2025			
4	Du 10 au 21/02/2025		HTS 1	
5	Du 17 au 28/02/2025		CONGES	HTS 1
6	Du 24/02 au 7/03/2025	HTS 1		CONGES
7	Du 3 au 14/03/2025	CONGES		
8	Du 10 au 21/03/2025			
9	Du 17 au 28/03/2025			
10	Du 24/03 au 4/04/2025			
11	Du 31/03 au 11/04/2025			
12	Du 7 au 18/04/2025		HTS 2	
13	Du 14 au 25/04/2025		CONGES	HTS 2
14	Du Ma 22/4 au 2/05/2025	HTS 2		CONGES
15	Du 28/04 au 9/05/2025	CONGES		
16	Du 5 au 16/05/2025			
17	Du 12 au 23/05/2025			
18	Du 19 au 30/05/2025			
19	Du 26/05 au 6/06/2025			
20	Du 2 au 13/06/2025			
	Semaine du 9/06/2025			
	Du 16 au 27/06/2025	HTS 3	HTS 3	HTS 3
	Semaine du 23/06/2025			
	Du Ve 4 au Ma 15/07/2025	HTS 4	HTS 4	HTS 4
		CONGES	CONGES	CONGES
			départ possible CLE	
			départ impossible	
			HTS	
Règle : les DRAJES fixent les séjours CLE entre le L 13 janvier (semaine précédente = formation) et le V 13 juin (retour). Pas de retour le V 24 janvier (séminaire national). Pas de CLE durant les vacances scolaires de la zone.				



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Délégation générale
au service national universel**

ANNEXE 3 : exemple de tableau d'organisation de l'encadrement

Nbre volontaires par centre	Taille Maisonnée en nbre volontaires	nb de maisonnée	nb de compagni e	Chef de centre	Adjoint au chef de centre	Cadre spécialisé	Cadre de compagnie	Cadre de compagnie de réserve	réfèrent vie collective	Tuteur	Tuteur de réserve
210	14	15	3	1	2	3	3	1	1	15	3
196	14	14	3	1	2	3	3	1	1	14	3
182	14	13	3	1	2	3	3	1	1	13	3
168	14	12	3	1	1	3	3	1	1	12	2
154	14	11	3	1	1	3	3	1	1	11	2
140	14	10	2	1	1	2	2	1	1	10	2
126	14	9	2	1	1	2	2	0	1	9	2
112	14	8	2	1	1	2	2	0	1	8	2
98	14	7	2	1	0	2	2	0	1	7	1
84	14	6	1	1	0	2	1	0	1	6	1
70	14	5	1	1	0	1	1	0	1	5	1

ANNEXE 4 : principes de gestion budgétaire

ANNEXE 5: règlement intérieur

ANNEXE 6: Kit disciplinaire

ANNEXE 7 : note mécénat

